

Appréciation de la situation en Espagne et perspectives d'avenir

- 1) L'Espagne traverse actuellement une période d'incertitude liée à la fin du règne du Chef de l'Etat. Le Général Franco, qui est au pouvoir depuis 1936, a créé un système personnel d'institutions qui disparaîtra avec lui. L'état de santé du Caudillo (82 ans) est chancelant et d'aucuns pensent - c'est notamment l'avis de Don Manuel Fraga Iribarne, ambassadeur d'Espagne en Grande-Bretagne - que le Général, sous la pression de l'opinion publique et de ses proches, quitterait le pouvoir en octobre 1975 (Franco s'est proclamé Chef d'Etat le 1er octobre 1936), après avoir réglé le problème du Sahara.
  
- 2) S'il est certain que la fin du règne de Franco est proche, des incertitudes demeurent au sujet de sa succession. Selon l'Ambassadeur Fraga précité, la passation des pouvoirs au jeune Roi Juan Carlos ne devrait pas poser de problèmes. Le Comte de Barcelone n'entrerait pas en considération pour la succession, car il aurait perdu le contact avec les réalités espagnoles depuis trop longtemps.
  
- 3) En admettant que Juan Carlos succède au trône d'Espagne, il reste encore à savoir quels appuis le futur Roi peut escompter en Espagne. Depuis toujours, la monarchie espagnole s'est reposée sur l'Armée et l'Eglise. Les observateurs s'accordent généralement pour affirmer que l'Armée est l'élément déterminant pour l'avenir et que, surtout par souci d'ordre dans la continuité, elle serait en faveur de Juan Carlos. L'Armée est sans doute la mieux placée pour intervenir si la succession devait déboucher dans le désordre. Mais dans quel sens? Les officiers, les jeunes surtout, suivent avec attention l'expérience portugaise. L'Eglise, traditionnellement du côté des monarques régnants, se distance progressivement du régime franquiste. En décembre dernier, l'Episcopat espagnol a présenté des doléances (garantie des libertés publiques pour tous les citoyens), mais aussi des griefs au Gouvernement. Dernière-

ment, le régime franquiste a interdit au nom de l'ordre public des manifestations du clergé et de fidèles qui devaient avoir lieu dans la capitale.

- 4) Quelle est l'opinion de la population? Selon divers sondages, le peuple espagnol, principalement les jeunes, est en faveur d'un régime démocratique socialiste. Dans son rapport du 18 juin, notre ambassade à Madrid souligne que la réalisation de ce voeu exigerait une maturité politique du peuple et que rien ne permet d'affirmer qu'elle existe. Quant aux partis politiques, il semble qu'ils manquent de cohérence pour pouvoir jouer un rôle important pour le moment. Dans le parti socialiste par exemple, on distingue trois tendances parfois opposées entre elles. Une exception importante doit cependant être faite pour le parti communiste, qui est le seul parti structuré et discipliné.
- 5) Pour sa part, le Gouvernement Arias Navarro prépare le changement de régime, mais sans résultat concret jusqu'à présent. Les problèmes principaux proviennent de la gauche avec les grèves, les agitations de la junte démocratique, les troubles universitaires, le séparatisme catalan et surtout l'aggravation du terrorisme basque dirigé par des extrémistes de gauche. Dans une déclaration qu'il a faite au début de ce mois, le Chef du Gouvernement a déclaré qu'il préparait l'après-franquisme en opérant une politique à double-voie. D'une part, en créant des structures politiques et des institutions permettant une participation du peuple et d'autre part en mettant tout en oeuvre pour supprimer les groupes subversifs et leurs activités. Il semble que les résistances principales à la réalisation du programme d'ouverture d'Arias Navarro résident surtout dans les réticences manifestées par les hommes au pouvoir.

- 6) En politique extérieure, l'Espagne mène des négociations avec la CEE en vue de son intégration complète dans la Communauté (le déficit de la balance commerciale espagnole augmente au fil des mois; en avril 1975, les exportations couvraient à peine 40 % des importations). Depuis longtemps l'Espagne cherche à obtenir un arrangement avec l'OTAN. Ce souhait s'achoppe toutefois à la résistance de partenaires de l'OTAN (à gouvernement socialiste) qui voudraient ne pas prendre de décision avant que la succession du Général soit réglée de manière satisfaisante. Les Etats-Unis, en revanche, qui utilisent trois bases importantes dans la péninsule ibérique, attachent de l'importance à une plus grande intégration de l'Espagne dans l'OTAN. Preuve en est la récente visite du Président Ford à Madrid.

En ce qui concerne les Etats communistes, seules la Chine et la RDA ont établi des relations diplomatiques avec Madrid au niveau d'ambassades. La Hongrie, la Roumanie, la Pologne, la Bulgarie et la Tchécoslovaquie n'entretiennent que des missions consulaires et commerciales. L'URSS a un représentant mais ne figure pas sur la liste diplomatique. Enfin, il y a lieu de relever que l'Espagne entretient des relations normales avec le Portugal; elle observe une stricte réserve pour éviter tout reproche d'immixtion dans les affaires portugaises.

Il est probable que le Roi Juan Carlos prenne la succession du Général Franco à brève échéance, mais l'incertitude demeure quant à la forme et surtout quant à la durée du nouveau régime monarchique qui sera institué.

*A. Cuervo*